



COMPTE RENDU DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE DU 23 AVRIL 2025

1/ Bilan de la gestion budgétaire 2024 et autorisation d'engagement des fonds

Le budget a été communiqué aux représentants du personnel quelques jours avant la Formation spécialisée. Comme nous nous y attendions, celui-ci est en forte baisse, passant de 130 € par agent à 108 € par agent. Nous nous interrogeons sur la réelle volonté et la capacité de la Direction à agir pour l'amélioration des conditions de travail des agents dans ces conditions budgétaires.

Concernant le budget 2024, la CGT Finances Publiques a réitéré sa demande de recensement des stores existants sur l'ensemble des sites et des besoins actuels. En effet, le financement de stores constitue une part importante du budget de la Formation spécialisée chaque année (24 % en 2024), avec une absence de suivi et de visibilité sur les besoins.

A l'issue des discussions, les évaluations amiantes initialement prévues au budget 2025 de la FS ont été retirées. En effet, dans les autres départements, ces dépenses relevant du bâtimentaire sont financées par le budget de la direction locale. Les dépenses présentées concernent 9 équipements de bureau suite à prescription médicale, 10 exercices incendies, et 8 trousse de secours pour véhicules de service.

Projets de formations financées par l'enveloppe mutualisée 2025 :

- Formation habilitations électriques (8 agents)
- Formation guide-file / serre-file (75 agents)
- Formation PSC1 (40 sessions)
- Formation SST (54 agents)
- Formation aux risques canins (8 agents)

La CGT Finances Publiques avait proposé lors du groupe de travail du 18 mars une formation aux premiers secours en santé mentale. La santé mentale a été désignée comme grande cause nationale 2025. Cette formation répondrait pleinement aux objectifs de la grande cause nationale. La CGT a réitéré sa demande de vis pour la formation aux premiers secours en santé mentale à destination de l'ensemble des chefs de service et des membres de la formation spécialisée. La direction va étudier les possibilités.

Vote CGT : abstention, en raison de la baisse importante du budget pour 2025

2/ Présentation du marché ministériel de soutien psychologique

La prestation comprend 2 lots :

- Consultations avec un psychologue sur prescription du médecin du travail
- Conseil aux encadrants et intervention d'aide à la résolution de conflits

Ce dispositif est important en cas de difficultés professionnelles. Lors du groupe de travail, la CGT a proposé qu'il soit complété localement par une formation aux premiers secours en santé mentale qui permettrait d'intervenir en amont.

3/ Présentation des conclusions de l'audit et du rapport de visite du SIP de Forbach

En l'absence des acteurs de prévention ayant participé à cet audit (cabinet de prévention et assistante sociale), ce point est reporté à la prochaine formation spécialisée qui se tiendra le 16 juin.

4/ Approbation du programme des visites annuelles par les membres de la FS

Les représentants du personnel ont proposé un programme de visites annuelles autour du thème de l'accueil. Les trois sites retenus sont : SIP Forbach, Trésorerie Metz Amendes, Trésorerie Hospitalière Metz-Thionville.

Les visites du SGC de Sarrebourg et de la Trésorerie hospitalière de Sarreguemines sont également retenues, dans le cadre de la restructuration qui doit s'opérer au 1^{er} septembre (transfert de la partie hospitalière du SGC de Sarrebourg à la Trésorerie hospitalière de Sarreguemines).

Un groupe de travail sera organisé au mois de mai pour fixer le calendrier et le contenu de ces visites.

5/ Annotation du registre, fiches de signalement et accidents du travail

Depuis le début de l'année, 23 fiches de signalement ont été saisies par les agents dans SignalFip, dont 7 fiches internes. Sur la même période en 2024, il y a eu 16 fiches de signalement dont 4 internes. Pour la CGT Finances Publiques, cette augmentation du nombre de fiches de signalement traduit la dégradation des conditions de travail dans les services qui accroît les tensions. Nous avons demandé une attention particulière de la part de la direction dans les services où plusieurs fiches de signalement ont été rédigées par les agents depuis le début de l'année, notamment à la Trésorerie Amendes de Metz, au SIP de Metz et à la Trésorerie hospitalière de Metz.

En 2025, il y a eu 4 accidents de travail et/ou trajet. La moitié des accidents sont dus à des chutes sur le verglas. L'Inspecteur santé sécurité au travail est intervenu pour signaler des systèmes antidérapants pourrait être proposés aux agents pour éviter ce genre de chutes.